



Unir, bâtir, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud.

Nous sommes tous Frères et Sœurs

www.undprca.org

Le Président Amine Michel de l'UNDP vous parle de nouveau de la situation sécuritaire en Centrafrique, du rôle de la France dans son projet de sécurisation de l'ensemble du territoire national et de la question liée à son „absence“ au pays.

Chers sœurs et frères Centrafricains,
Chers compatriotes,

Les nombreuses réactions à mes différents messages adressés aussi bien à vous directement qu'au pouvoir en place, entre autres, font ressortir des questions importantes qui ont attirées mon attention et exigent que je vous réponde. Il s'agit notamment de la situation sécuritaire dans notre pays qui reste absolument préoccupante, (au moment où je vous écris, la capitale Bangui est de nouveau le théâtre d'affrontements entre groupes belligérants à la suite du lancement d'une grenade dans une foule venue vivre un concert de musique), du rôle de la France en tant que principal partenaire dans la lutte devant aboutir à la stabilisation de notre pays, et de la question liée à ma présence physique dans le pays, avec tout ce que cela comporte.

Je voudrai de prime abord déjà, souligner ici que je ne suis pas en exil. Je me compte parmi la diaspora centrafricaine, c'est-à-dire, parmi les Centrafricains vivant à l'étranger et qui continuent de porter leur cher pays dans le cœur, et qui mûrissent des projets de sa relance, dans l'attente de venir les implémenter sur place pour sortir le pays de son extrême sous-développement. Ceci pour répondre à la clique des paresseux qui prétendent faire de l'opposition locale dans un pays dans lequel ils n'entreprennent rien, même pas d'implanter une simple structure d'alphabétisation de nos populations illettrées qui n'ont soif que de pouvoir lire la moindre notice d'un médicament. Je les mets au défi qu'une seule école construite par eux, un seul centre de santé mis sur pied dans un contexte sécurisé, nous, à l'UNDP, les multiplions par 5, voire par 10. Loin d'être un orgueil, ceci est un défi du développement concret, jeté aux yeux des gens qui parlent plus qu'ils n'agissent, surtout qu'ils ne vivent que de l'argent du pauvre contribuable et des maigres moyens de l'Etat qu'ils continuent de consommer sans honte, puisque, comme dit, ils n'entreprennent rien de productif. L'UNDP ne fait pas partie de ladite majorité présidentielle et elle n'entend pas s'allier à un conglomérat sans vision d'avenir ; aucune négociation n'a jamais été entreprise

en vue de nous rapprocher et rien n'envisage un tel rapprochement dans l'avenir. Pour que ceci soit clair dans l'esprit des Centrafricains qui ont toujours voulu le savoir de manière officielle.

Et non seulement cela, je me sens plus proche des populations de mon pays plus que quiconque, étant informé de façon permanente de l'état de notre nation, des besoins urgents de notre peuple et de la nécessité pour notre pays de retrouver sa paix, pour que les femmes et les hommes de notre peuple vaquent tranquillement à leurs occupations quotidiennes, et que nos enfants, de quelques coins du pays qu'ils soient, prennent le chemin de l'école sans crainte d'être agressés, tués ou enlevés. Nous bénéficions dans notre siècle des moyens de communication modernes qui nous relient les uns aux autres et nous permettent d'échanger en temps réel sur nos problèmes. Je rappelle ici que le Général De Gaulle, qui ne bénéficiait en son temps d'aucun de ces moyens, avait pu sauver la France à partir de l'étranger, que ce soit à partir de l'Angleterre où il avait lancé son fameux appel à l'unité des Français autour de son projet de libération du pays sous occupation allemande, ou à partir de l'Algérie ou du Congo. Face aux menaces diverses qui pèsent sur notre nation, il ne nous est aucunement permis de garder le silence et ne rien faire. Mon lieu de résidence ne m'empêchera jamais d'être à l'écoute de notre peuple dont les cris de douleur me parviennent et ne me laisse nullement de temps de répit.

C'est pourquoi je prépare pour notre pays un plan de sorti de crise, qui sera révélé au grand public en temps utile, pour que tout Centrafricain en fasse sien, pour un engagement commun derrière l'unique combat qui devra mettre fin aux groupes armés qui freinent notre développement et empêchent nos investissements dans le pays. Je rappelle ici que la diaspora centrafricaine que je côtois chaque jour, est constituée d'hommes et de femmes assoiffés de progrès, qui ne se contentent pas de vivre dans des pays développés, mais qui s'en inspirent pour développer de grandes visions pour leur propre pays. C'est le lieu ici de souligner le rôle de la France dans la pacification définitive de notre pays, dans le cadre du nouveau partenariat mise en place par le président Macron dont je vous parlerai davantage le moment venu. La France est et reste un partenaire principal dans la résolution des conflits qui nous minent. C'est un pays ami qui connaît plus que quelque autre pays la Centrafrique et les amis de notre pays en France sont plus nombreux que partout ailleurs. Il n'est nullement question ici de souligner nos intérêts communs et les apports du passé qui sont autant de signalements positifs pour une coopération future plus renforcée au bénéfice de notre peuple.

Notre souci de sortir la Centrafrique de sa torpeur est un souci partagé et notre combat, nous le mènerons ensemble. Il sera alors hors de question de laisser le pays aux mains d'incompétents sans aucune vision ni stratégies prouvées, et qui se plaisent dans le divertissement et la diversion plutôt que dans le travail rentable qu'on attend d'eux. Mes multiples interpellations faites au pouvoir en place ne rencontrent encore aucun signal concret de prise de conscience de la nécessité d'un agir fort indispensable à la stabilisation de notre pays. Il est tout simplement incompréhensible que l'état de notre nation soit encore si déplorable après tant de temps. Que seules deux préfectures sur les 16 que compte le pays, comme nous le soulignons encore récemment, soient sous le contrôle de l'Etat, reste un signe qui ne trompe pas sur l'incompétence du pouvoir en place de travailler à pacifier le pays. Il ne se passe un jour sans que des tueries ne soient perpétrées dans un

coin donné du pays. Le plan de reconstitution d'une armée nationale d'envergure reste peu clair. Les agissements sont ceux de personnes qui semblent être dépassées par la situation alors que des moyens sont mis à la disposition pour agir. Ce que des gens savent faire c'est de mener des luttes de positionnement pour engranger autant de biens personnels que possible, au mépris de la nation entière qui continue de gémir sous leurs yeux. Face à de telles situations, notre plan de sortie de crise devra pouvoir être d'envergure pour arrêter l'hémorragie nationale et mettre enfin les gens au travail. Notre plan de la révolution verte pour notre pays, et dont les grandes lignes vous seront présentées sous peu, attend d'être mis en place dans un contexte favorable que nous devons créer, et cela ne saurait tarder. Et comme Dieu nous le dit dans la Bible, en Jérémie 29,11 s'adressant à son peuple : « *Car je connais les projets que j'ai formés sur vous, dit l'Eternel, projets de paix et non de malheur, afin de vous donner un avenir et de l'espérance* ».

Votre camarade et frère,

Amine Michel,

Président-Fondateur de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP)

La République Centrafricaine dans le cœur

Ce 13 novembre 2017